

Visite du secrétaire d'État au budget à Marseille : **Christian Eckert vient vendre le Prélèvement à la source...**

Ce vendredi 3 mars 2017, Christian Eckert se déplaçait à Marseille dans le cadre de son « tour de France » au cours duquel il rencontre des panels de contribuables pour « vendre » le prélèvement à la source (PAS).

Sitôt sa visite annoncée, Solidaires, la CGT et FO ont demandé à être reçus. Il nous a accordé royalement une demi-heure de son emploi du temps . Un comité d'accueil a été organisé dans les jardins de la rue Borde où près de deux cent cinquante agents se sont rassemblés en début d'après-midi avant que la délégation ne rencontre le secrétaire d'État.

Une plate-forme revendicative commune aux trois organisations syndicales (ci-jointe), a été adoptée à l'unanimité par les personnels présents.

C'est sur ce revendicatif que nous avons interpellé M Eckert en insistant particulièrement sur les problèmes locaux : le maintien du service RH au sein de la DRFiP 13, les vacances de postes pour lesquelles nous avons exigé le comblement par, entre autres, l'appel des listes complémentaires des concours C et B.

Nous avons remis la pétition signée par plus de mille agents contre la mise en place de SIRHIUS et le maintien d'un service de proximité.

Nous avons rappelé notre opposition à la mise en place du PPCR qui est un recul historique pour la carrière des agents. Solidaires revendique la linéarité de carrière et la revalorisation du point d'indice pour tous les grades.

Nous avons réitéré notre position quant à l'usine à gaz du PAS qui va surcharger les services et détériorer les conditions de travail des agents.

Nous avons exigé la reprise d'un réel dialogue social qui doit passer par un moratoire sur l'ASR

Enfin, à leur demande, Solidaires et la CGT ont participé à la table ronde organisée entre le secrétaire d'État et un panel d'usagers.

Nous y avons apporté notre expertise en contradiction de sa présentation idyllique !

La mobilisation constatée à l'occasion de cette visite aura permis de montrer au secrétaire d'État notre détermination et notre volonté unitaire de nous opposer aux projets néfastes de l'administration.

